

manqué d'inquiéter certains analystes. Bien que cette baisse de compétitivité soit cause d'inquiétude, il faudrait aussi comprendre qu'une bonne partie de ce changement a été attribuable à une participation accrue d'autres nations, à commencer par l'Europe et le Japon reconstruits après la guerre, auxquels sont récemment venus s'ajouter les pays en développement—et plus particulièrement les pays nouvellement industrialisés et les membres de l'OPEP. De plus, comme ces données sont habituellement exprimées en dollars américains, les fluctuations dans les valeurs relatives des diverses monnaies peuvent avoir une nette influence sur les parts relatives du commerce mondial. Enfin, le renchérissement du pétrole a biaisé les comparaisons avec la période précédant 1973. Malgré de fréquentes fluctuations et d'importants mouvements dans les prix de certains produits, les termes de nos échanges (le prix des exportations par rapport à celui des importations) sont pratiquement restés au niveau d'il y a 30 ans.

Les perspectives économiques immédiates laissent maintenant un peu de place à l'optimisme mais en période de récession prolongée accentuée par des niveaux d'inflation et de chômage sans précédent, il n'est pas étonnant que nous étions davantage incités à adopter des mesures protectionnistes, des visions étroites de la réciprocité et, de façon générale, un système qui apporte des avantages au moindre coût pour le bénéficiaire. Les incertitudes associées à la situation énergétique, les facteurs entravant les investissements et une période d'inflation soutenue nous laissent entrevoir tout au mieux une croissance relativement modeste du commerce international. De plus, l'incidence de la nouvelle révolution technologique sur les structures industrielles et commerciales imposera d'autres contraintes au marché du travail et aux régimes d'importation tout en créant de nouveaux débouchés et de nouvelles possibilités de compenser les désavantages que connaissent les industries ergatiques traditionnelles au niveau des coûts de production. Comme par le passé, les périodes de grands défis à l'immobilisme de l'ordre commercial international offriront également des possibilités de mettre en œuvre de nouvelles initiatives en matière de politique commerciale.

Les marchés financiers connaissent une instabilité inhabituelle depuis quelques années, et l'on se pose de sérieuses questions sur la pertinence des arrangements (et organismes) existants devant la complexité de la situation. La charge de la dette de nombreux pays en développement, tout comme de certains pays d'Europe de l'Est, est telle que certains pays-problème seront peut-être forcés d'adopter des politiques d'ajustement rapide qui pourraient créer de sérieuses perturbations sociales internes et réduire sensiblement les importations provenant des pays industriels. Bien que le Canada commerce moins avec ces pays que ne le font la plupart des autres pays industrialisés, nous ne pouvons nous protéger de l'effet global d'une compression des liquidités internationales ou des pressions conséquentes qui s'exerceront sur l'ensemble du système commercial.

Dans ce contexte de faible croissance des marchés internationaux, d'instabilité financière et de compétitivité internationale accrue, il sera essentiel que le Canada contrôle et réduise le taux de croissance des coûts et des prix et qu'il favorise l'accroissement de la productivité. Il nous faudra défendre nos intérêts avec vigilance, et maintenir et améliorer l'accès de nos produits en une période de protectionnisme accru. Notre inaction en la matière entraînerait ultimement une baisse de la